



## Beauté intérieure

Qui n'a jamais entendu dire que c'est la beauté intérieure qui compte ? Et bien cette adage ne s'applique pas à la trésorerie de la Baule ? L'intérieur de cette belle bâtisse du centre de la commune côtière bien connue des touristes, est loin d'être à la hauteur .....



Dalle du plafond gonflée d'humidité prête à s'écrouler (une chance que ce soit dans un angle de la pièce mais il ne faudrait pas que le mal se propage ...), la tapisserie des WC recouverte de moisissures dues à l'humidité, le coin repas dans les sous-sols hôtel des courants d'air.....

Asthmatique, s'abstenir de demander votre mutation !  
FO évoquera ce dossier au CTPD du 8 novembre.....

## Espion, es-tu là ?

Que se passe-t-il à Nantes Municipale ? Depuis quelques mois, fini le renfort .....

Ce poste serait-il à jour ? Que nenni .....

Alors quoi ? Radio DRFiP44 raconte qu'un vacataire serait à l'origine de tout cela ? Un vacataire ? Comment est-ce possible ? Aurait-elle disposée d'un pouvoir "magique" ? En attendant à FO, on se demande comment l'avis d'une personne n'ayant un recul que d'un mois a pu primer sur celui des personnels plus à même de juger... Heureusement en Justice, le débat contradictoire existe !



## Petit cours de latin ?

**BUDGET 2012 : n.m. (lat. austeritas) Rigueur sans espoir....**

Le PLF 2012 constitue le budget de l'Etat le plus contraint depuis plus de 60 ans. Dans un cadre de soumission imposée par les marchés, le montant des intérêts de la dette devient la première des dépenses de l'Etat l'année prochaine !

30 401 postes seront fermes (14 000 à l'Éducation nationale, 7 462 à la Défense, 3 621 à l'Intérieur, etc), s'inscrivant dans la destruction de 500 000 emplois publics et la suppression des 2/3 des effectifs départementaux de l'Etat entre 2007 et 2013 (chiffage calculé par la FO, jamais démentis par le gouvernement mais qui ont fait l'objet d'un « vif échange » lors d'une l'entrevue du 12 octobre.

Alors que les réformes en cours (RGPP, loi HPST, réforme territoriale) entraînent déjà des fermetures de services dans les hôpitaux (11%), de maternités (6%), de commissariats (12%), de gendarmeries (21%), de tribunaux (38%), de bureaux de poste (35%), de classes (1 500 à la rentrée 2011), d'écoles, de bases militaires, de

sous-préfectures, etc, ce projet de budget 2012 accélère la destruction des missions et des services publics, partout et dans tous les domaines.

FO condamne ce projet de budget 2012. La seule réponse crédible à la question des finances publiques est d'arrêter de véritables pistes redistributives selon une réforme fiscale d'ampleur remettant l'impôt sur le revenu au cœur du dispositif, en supprimant les niches fiscales antisociales et négatives pour l'emploi et en s'intéressant aux besoins publics et aux recettes fiscales nécessaires pour y répondre. En un mot, mettre la République en tête des priorités.

## Le "triple A" du budget 2012 : Austérité, Austérité, Austérité.

Pour parvenir à la baisse des dépenses publiques et en particulier de celles de l'Etat, le gouvernement possède quelques armes "de destructions massives" au premier rang desquelles la RGPP et sa fameuse règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux.



En 2012, la poursuite de cette politique se traduira par la suppression de 30 400 postes équivalents temps plein dans la Fonction Publique d'Etat. Selon les chiffres avancés, les "gains réalisés par la RGPP" permettront de dégager 15 Mds€ sur la période 2008-2013. Au final, les dépenses de personnel, hors pensions, seront réduites de 200 millions d'euros en 2012 une baisse unique depuis 1945.

Sont notamment concernés l'Éducation nationale (- 14 000 postes), la Défense (- 7 462 postes) et l'Intérieur (- 3 621 postes).

En vertu de ces règles, les dépenses de l'État (275,6 Mds €) stabilisées en valeur par rapport à 2011, y compris dette et pensions (362,3 Mds€), accuseront pour la première fois une baisse réelle ou en volume de 800 millions d'euros. Compte tenu par ailleurs du milliard d'économies supplémentaires, les dépenses de l'État devraient ainsi enregistrer une baisse de 1,8 Mds€ en 2012.

Un effort supplémentaire sera par ailleurs demandé aux collectivités, de l'ordre de 200 millions, selon l'annonce de la ministre du Budget.

Une baisse justifiée pour respecter le dogme du gel en valeur des dépenses de l'État ("0 valeur") impose aux finances publiques depuis 2011 mais rendue surtout nécessaire par le paiement de l'amende de l'Etat dans le cadre du contentieux relatif aux "frégates de Taiwan" et dont le montant s'est monté à 460 millions d'euros !

Extrait de FOéco d'octobre 2011

